



## Fiche documentaire n° 1: Insécurité du revenu

### Aspects négligés de la pauvreté et de l'inégalité

Selon un nouveau rapport de l'OIT, la majorité des travailleurs dans le monde souffrent d'insécurité du revenu. S'appuyant sur des enquêtes détaillées sur les ménages et les lieux de travail couvrant plus de 48 000 travailleurs et plus de 10 000 entreprises, le rapport montre que de nombreuses formes d'insécurité du revenu ne sont pas mises en évidence dans les mesures ordinaires du revenu.

Il s'agit notamment des formes suivantes: irrégularité des paiements, non-paiement des salaires contractuels, tendance, dans beaucoup de pays, à mettre un grand nombre de travailleurs en «congé sans solde», prélèvements systématiques sur le revenu du travail et politiques des pouvoirs publics qui sont censées toucher les pauvres mais qui ne le font pas.

Parmi les autres constatations, on peut citer les suivantes:

- L'ampleur de la pauvreté de revenu est généralement sous-estimée en Afrique, et quelque peu surestimée en Asie du Sud-Est.
- La distribution fonctionnelle du revenu s'est dégradée dans le monde entier, des parts plus importantes du revenu national allant aux détenteurs du capital et des parts plus petites aux travailleurs. C'est particulièrement net dans des pays comme l'Inde et le Mexique. Dans ce dernier pays, la part des salaires dans le produit national a fortement baissé au cours de la dernière décennie malgré l'amélioration des niveaux d'éducation et de la productivité de la main-d'œuvre.
- Les subventions sont devenues énormes et bénéficient généralement aux entreprises et à ceux qui sont relativement riches, tandis que les subventions destinées aux pauvres ont connu une tendance à la baisse (p.363, 373).
- Les groupes à revenu moyen ont généralement une part semblable du revenu national dans le monde entier (p.65); les différences nationales en matière d'inégalité du revenu correspondent principalement à des différences dans les parts reçues par les très riches et les très pauvres.
- Les régimes de sécurité sociale et la politique fiscale sont devenus plus régressifs: beaucoup de groupes de travailleurs perdent des avantages ou ne les obtiennent pas, les taxes frappant le capital et les groupes à revenu élevé diminuent tout en augmentant en termes relatifs pour les travailleurs à faible revenu, et les subventions augmentent pour les entreprises et les groupes à revenu élevé.
- Les prestations de sécurité sociale et les services sociaux sont généralement devenus plus restrictifs et de moindre valeur, ce qui réduit les perspectives d'amélioration de la sécurité du revenu. De fait, le rapport indique des éléments prouvant qu'à mesure que croît l'inégalité, la politique sociale deviendra probablement régressive, et non pas plus progressive. Telle qu'elle existe, la sécurité sociale n'a pas un rôle de redistribution fort.
- La sécurité du revenu des personnes âgées s'est dégradée, surtout pour celles qui dépendent de l'État. Dans les pays industrialisés, le taux de pauvreté chronique (revenu inférieur à 40% de la médiane) chez les personnes âgées a augmenté dans la majorité des pays (19) et baissé dans une minorité (8), tandis que le taux de pauvreté (inférieur à 50% de la médiane) chez les personnes âgées a augmenté dans 18 pays, et baissé dans 9.
- Dans les pays pour lesquels l'OIT a des données, l'âge moyen donnant droit à une pension de retraite publique a augmenté d'environ un semestre pour les hommes et d'environ une année pour les femmes au cours de la décennie passée.
- Dans les pays en développement, les nouvelles données tirées des enquêtes montrent que la principale cause de l'insécurité du revenu et de l'anxiété est le coût des soins de santé. Dans les pays riches comme dans les pays en



développement, la part des coûts de soins de santé par rapport au revenu disponible est en augmentation. Dans les enquêtes sur la sécurité des personnes menées par l'OIT dans les pays en développement et les pays «en transition», un plus grand nombre de personnes ont exprimé leur crainte de ne pas avoir de quoi payer les soins de santé plus que toute autre chose. Par exemple, dans les zones urbaines du Brésil, 51% des ménages ont dit ne pas avoir un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins en matière de soins de santé. Au Ghana, le chiffre concernant les zones urbaines était semblable, et pour les zones rurales, il était de 62%; en Russie, les chiffres correspondants étaient de 47% et 58%.

- La grande majorité des chômeurs dans le monde n'ont pas accès à des indemnités de chômage. Et bien que le nombre de pays ayant une forme quelconque de système d'indemnités de chômage ait légèrement augmenté (principalement en raison de l'introduction de tels systèmes dans les pays «en transition»), l'analyse de l'OIT montre que les périodes ouvrant droit à des indemnités se sont allongées, que les indemnités ont été réduites, que la durée des prestations d'assurance a été raccourcie, que les conditions d'octroi des prestations sont devenues plus strictes et qu'il y a eu une tendance à délaissé les prestations d'assurance pour se tourner vers les régimes fondés sur les ressources. Dans les pays en développement comme dans les pays industrialisés, à de rares exceptions, seule une minorité des chômeurs reçoit une indemnité. Le rapport conclut à un avenir sombre des systèmes d'indemnisation du chômage (p.78).
- Le domaine par excellence où de gros progrès ont été accomplis au cours de la dernière décennie est celui des avantages liés à l'emploi, tels les crédits d'impôt sur le revenu du travail pour compléter les gains des travailleurs peu rémunérés. Ils offrent certes à certains travailleurs une meilleure sécurité du revenu, mais le rapport soulève des questions sur leur efficacité et leur équité.

- La situation insatisfaisante en ce qui concerne les prestations sociales versées par l'État doit être considérée dans le contexte de l'affaiblissement régulier des réseaux informels de soutien social dans les pays en développement. Les enquêtes sur la sécurité des personnes montrent que non seulement les revenus sont très irréguliers, mais que l'incidence du soutien entre les ménages est faible.

- Dans les enquêtes de l'OIT sur la sécurité des personnes, une majorité de personnes interrogées ont dit avoir connu une crise financière au cours des trois années précédentes. La plupart avaient été obligées de solliciter l'aide de parents ou de voisins, plutôt que de telle ou telle institution publique.
- Les arriérés de salaire — le non-paiement des salaires contractuels ou leur paiement partiel longtemps après la date à laquelle ils étaient censés être versés — sont très répandus dans les pays «en transition», et dans certains autres. C'est le cas en Chine, en Russie, en Ukraine et dans certains pays d'Europe de l'Est. En Ukraine, plus d'un travailleur sur quatre a déjà été en situation de non-paiement du salaire.
- La plupart des gens dans les pays en développement sont pessimistes sur les perspectives d'avenir des personnes âgées et de l'insécurité du revenu. Par exemple, en Tanzanie, 4% seulement des hommes et des femmes pensent que leur situation financière sera bonne lorsqu'ils seront âgés. Au Ghana et en Afrique du Sud, un sur cinq seulement s'attend à ce qu'elle soit ainsi. En Éthiopie, les deux tiers des personnes jeunes et d'âge mûr s'inquiètent de savoir si elles auront de l'argent pour leurs vieux jours. La situation en Europe de l'Est est également mauvaise. En Ukraine, quatre personnes sur cinq s'attendent à ce que leur revenu soit insuffisant lorsqu'elles seront vieilles. Et en Chine, 6% seulement des personnes jeunes et d'âge mûr pensent que leur sécurité de revenu sera raisonnablement bonne lorsqu'elles seront vieilles.